

*Affaires courantes***LES PÊCHES**

L'hon. Roger C. Simmons (Burin—Saint-Georges): Monsieur le Président, en l'absence du ministre des Pêches, je vais poser ma question à mon ami intime, le secrétaire parlementaire et futur ministre, le député de St. John's—Est. Il n'ignore pas que le rapport Harris. . .

Des voix: Oh, oh!

M. Simmons: C'est très bien. Le secrétaire parlementaire n'ignore pas. . .

M. le Président: Le député voudrait-il poser sa question à celui qui est sensé répondre?

M. Simmons: Le secrétaire parlementaire n'ignore pas qu'on a mis la dernière main au rapport Harris, à St. John's, il y quelques semaines. Pourrait-il dire quand le rapport doit être remis au ministre et quand il sera rendu public? Sait-il si ce rapport traite du prix social et économique que coûte le problème de la morue du Nord. Enfin, croit-il que ce rapport recommandera de nouvelles réductions des quotas?

M. Ross Reid (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, je crois que tout le Canada, et non pas seulement la région de l'Atlantique, attend anxieusement le rapport de M. Harris qui a analysé, avec ses collaborateurs, les problèmes surtout d'ordre scientifique associés aux quotas et à la répartition du poisson. Mais sauf erreur, son comité travaille encore sur la version finale. Je peux assurer au député et à la Chambre qu'une fois que le ministre en aura pris connaissance, il ne manquera pas de le mettre à la disposition de la Chambre, de la population de l'Atlantique et de tout le Canada. Il voudra sans doute alors connaître l'opinion des Canadiens et leur demander de lui suggérer les meilleurs moyens de le mettre en oeuvre pour assurer la relance des pêches de l'Atlantique et traiter non seulement les problèmes de Terre-Neuve, mais aussi ceux de la Nouvelle-Écosse.

• (1200)

L'hon. Roger C. Simmons (Burin—Saint-Georges): Monsieur le Président, en l'absence du premier ministre, j'adresserai ma question supplémentaire au vice-premier ministre.

Maintenant que le premier ministre est arrivé à contrecœur à la conclusion que les pêcheries de l'Atlantique traversent une crise, le vice-premier ministre pourrait-il nous indiquer si le premier ministre a l'intention de se rendre dans la région de l'Atlantique, en particulier à Terre-Neuve, dans un proche avenir, en réponse à plusieurs invitations, afin de constater la crise de première main et se faire une idée de sa gravité.

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, le premier ministre n'est pas arrivé à contrecœur à la conclusion que les pêcheries de l'Atlantique étaient en crise. Il l'a reconnu. Il a déclaré cependant qu'il n'y avait pas de marasme dans le Canada atlantique. Il a dit que les pêcheries de l'Atlantique étaient en crise. Les premiers ministres provinciaux sont arrivés à la même conclusion.

Je veux assurer au député que le premier ministre, tout comme les ministres, s'intéresse personnellement à la question. C'est extrêmement important. Nous étudions plusieurs solutions possibles que le député, j'en suis certain, trouvera très satisfaisantes et acceptables. Je prévois qu'un programme assez global sera annoncé en temps utile.

Le premier ministre s'est rendu dans la région de l'Atlantique à diverses reprises et il y a reçu un accueil chaleureux. Je suis certain qu'il s'y rendra à nouveau et qu'il sera accueilli chaleureusement à sa prochaine visite.

AFFAIRES COURANTES

[Français]

PÉTITIONS**RÉPONSES DU GOUVERNEMENT**

L'hon. Doug Lewis (ministre de la Justice, procureur général du Canada et leader du gouvernement à la Chambre): Monsieur le Président, en vertu de l'article 36(8) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, la réponse du gouvernement à plusieurs pétitions.

[Note de l'éditeur: Voir les Procès-verbaux d'aujourd'hui au sujet des pétitions précitées.]